

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1914.

Projet de loi portant approbation de la Convention conclue à Saint-Petersbourg le 31/18 décembre 1913, entre la Belgique et la Russie, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le traité soumis à votre approbation renoue de la façon la plus heureuse les liens de protection conventionnelle réciproque rompus par la dénonciation, opérée le 9/21 décembre 1885, du traité littéraire du 18/31 juillet 1862.

Cette dénonciation avait devancé de peu de jours celle du traité franco-russe du 6 avril 1861.

A cette époque, le Gouvernement Impérial, cédant aux sollicitations de l'assemblée des libraires russes, avait admis que, placée dans la situation de l'offre plutôt que de la demande, la Russie subissait seule le poids de ces traités.

Mais depuis cette époque un revirement se produisit peu à peu dans les esprits. La librairie russe fut amenée à faire les mêmes constatations que les éditeurs des Pays-Bas, et que la Belgique d'avant 1852 : la liberté de la traduction est de nature à contrarier le développement de la littérature nationale et les encouragements aux auteurs nationaux, puisque les éditeurs trouvent matière à reproduction gratuite à l'étranger. Et bientôt cette contrefaçon ruine la librairie nationale, puisque le marché est livré à une concurrence sans limites.

(1) Projet de loi. n° 227.

(2) La Commission était composée de MM. Melot, *président*, Destrée, Hymans, Standaert, Wauwermans.

(1) Voir le rapport de MM. Marcel Prevost et A. Capus à M. Chaumié, Ministre de l'Instruction publique, sur leur mission en Russie, au nom des *Sociétés des Auteurs dramatiques et des Gens de lettres*, 1905. *Droit d'auteur*, 1905, p. 85.

Les auteurs russes n'avaient d'ailleurs pas été longtemps à chercher les moyens de porter remède au dommage apporté à leur droit moral et à leurs intérêts matériels.

Si Tolstoï avait consenti à abandonner ses œuvres au domaine public et à en autoriser la libre reproduction, il se plaignait cependant de ce que celles-ci étaient dénaturées et rendues méconnaissables par des traductions fantaisistes. Ses premiers travaux furent retraduits en russe sur le texte d'éditions étrangères, de façon à lui prêter souvent une pensée complètement différente.

On vit aussi, en l'absence de lois protectrices, les auteurs russes désertir les presses nationales. C'est ainsi que Gorki, Andreyeff, Cirikoff, Rupin, Korolenko, contribuèrent à fonder la maison d'édition Zuanie pour la publication de leurs œuvres en pays unioniste, aux fins de pouvoir revendiquer la protection de la Convention de Berne.

D'autre part, l'absence de protection internationale avait parfois entraîné des représailles. C'est ainsi que les héritiers de Moussorgsky se virent privés des droits d'auteurs, s'élevant à 15,000 francs, perçus de l'Opera de Paris par la Société des Auteurs dramatiques à l'occasion de la représentation de *Boris Godounow* en juin 1908. Il fut décidé par le comité de cette société, sur le rapport de M. de Caillavet, que les sommes perçues par elle à l'occasion de la représentation de pièces russes serviraient à alimenter la caisse de secours et de retraites des littérateurs français « aussi longtemps que la Russie n'aurait pas adhéré à la Convention de Berne ».

Des constatations semblables, autant que la campagne entreprise par quelques esprits généreux, ont récemment amené les Pays-Bas non seulement à reviser leur loi nationale dans l'esprit le plus libéral, mais à prendre place parmi les adhérents de la Convention internationale pour la protection des œuvres artistiques et littéraires.

Dès le 13 juillet 1904 l'Allemagne avait obtenu l'insertion dans le traité de commerce d'une clause promettant la mise en vigueur d'une Convention littéraire dans un délai de trois ans. Une disposition analogue fut insérée en faveur de la France dans le traité du 16/29 septembre 1905.

En 1908, lors de la Conférence de Berlin, à laquelle la Russie tint à honneur de se faire représenter, S. E. Boulatzell avait déclaré au nom de la délégation russe : « La Russie échange avec l'étranger, d'une manière de plus en plus intense, les productions littéraires, musicales et artistiques, et mon Gouvernement considère que le moment est venu où cet échange doit être réglé par des arrangements internationaux. »

Le premier de ceux-ci fut conclu le 29 novembre 1911 avec le Gouvernement de la République Française.

Il fut suivi d'une seconde convention, signée le 28 février 1913, avec le Gouvernement allemand.

(1) CLUNET, *J. de droit int., privé*, 1886, p. 458.

Il n'est pas inutile de signaler que ces conventions avaient été singulièrement facilitées par le vote de la loi d'Empire de 1911 (1).

I. - OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

COMPARAISON DE LA CONVENTION AVEC LES CONVENTIONS FRANCO-RUSSE ET GERMANO-RUSSE.

Ainsi que l'exposé des motifs le constate, la Convention belgo-russe reproduit — sauf un mot, et nous aurons à préciser la portée de cette suppression — le texte de la Convention franco-russe de 1911.

Mais il est à signaler que cette dernière convention, de par son article 19, était susceptible d'être modifiée à raison d'avantages ou privilèges plus étendus accordés ultérieurement à une tierce puissance. Or, le Gouvernement russe a signé le 28 février 1913 un Arrangement avec l'Allemagne, et dès lors la France peut revendiquer les bénéfices des améliorations que celui-ci aurait apportés.

Il n'en est pas de même de la Belgique qui se trouvera dans la situation où se trouvait la France antérieurement au 28 février 1913 ; la clause de l'article 19 ne vise que les améliorations postérieures à la date de la mise en vigueur de la présente Convention — soit six mois après l'échange des ratifications et non de la signature de celle-ci (art. 20 et 21), ainsi que le signale en note l'auteur de l'étude sur *Le nouveau traité littéraire franco-russe* (2).

La différence entre les deux Conventions n'est pas bien considérable ; toutefois, l'Arrangement allemand améliore le régime instauré par l'article 6 au regard des articles de revues, et il est regrettable que nous n'ayons pu en obtenir le bénéfice. Espérons qu'il nous sera attribué dans un avenir rapproché, par le fonctionnement de l'article 19, à l'occasion de nouveaux traités dont le Gouvernement Impérial, poursuivant son œuvre de justice éclairée, consentira bientôt la signature avec d'autres pays.

BÉNÉFICIAIRES DE LA CONVENTION.

Les conventions internationales pour la protection des droits intellectuels ont, jusqu'ici, adopté l'une ou l'autre de ces deux bases : la nationalité des auteurs ressortissants, ou la nationalité de l'œuvre.

La présente Convention cumule les deux systèmes, et assure à cet égard une protection plus large que si la Russie avait seulement adhéré à la Convention internationale de Berlin ; Les auteurs belges et les œuvres nationalisées belges sont protégés.

(1) « Loi sur le droit d'auteur du 20 mars 1911 *o. s.*, votée par le Conseil d'Empire et la Douma de l'Empire, et sanctionnée par le Pouvoir Suprême. » Recueil des Lois et Ordonnances du Gouvernement n° 61.

(2) *Droit d'auteur*, 1913, p. 31.

(2) Cfr. Exposé du Gouvernement français du 27 déc. 1911, p. 3. Rapport de M. Reinach à la Chambre des Députés, 8 mai 1912, p. 7.

C'est là un incontestable avantage au profit de nos auteurs. Si la protection avait été soumise à la condition de première publication en Belgique, nos auteurs nationaux, qui réservent souvent à la librairie d'édition française ou à la scène française la primeur de leurs œuvres, n'auraient pu bénéficier de la convention. Ce serait le cas pour nombre de productions des Verhaeren, Lemonnier, Maeterlinck, Francis de Croisset. Si, au contraire, la protection dérivait uniquement de la nationalité, les éditeurs belges seraient privés de la prime qu'ils peuvent offrir aux auteurs de tous les pays comme conséquence de la première publication en Belgique.

Sans doute l'adoption des deux systèmes sera de nature à permettre à un auteur belge de revendiquer la protection par application de plusieurs titres différents : ainsi le Belge qui aura publié son œuvre pour la première fois en France pourra revendiquer le bénéfice de la Convention franco-russe, qui est établie sur la même base, et qui peut — on le verra ci-après — lui profiter davantage.

ÉTENDUE DE LA PROTECTION.

Sous l'empire de la loi belge qui nous régit, les étrangers sont appelés à recueillir en Belgique la plénitude des avantages accordés à nos nationaux.

L'article 38 de la loi du 22 mars 1886 porte :

« Les étrangers jouissent en Belgique des droits garantis par la présente loi, sans que la durée de ceux-ci puisse, en ce qui les concerne, excéder la durée fixée par la loi belge. Toutefois, s'ils viennent à expirer plus tôt dans leur pays, ils cesseront au même moment en Belgique ».

Nous n'avons donc plus rien à accorder aux étrangers que nous ne leur ayons déjà donné et la Convention qui nous occupe ne nous impose aucun sacrifice. Elle est la rémunération du sacrifice fait en 1886 aux principes de justice et au respect de la plus légitime des propriétés.

Et l'on sait que nulle loi n'accorde des droits plus étendus aux auteurs que la loi belge, dont l'article 1 est rédigé dans des termes si larges qu'il consacre — ainsi que le constatait la Section centrale de 1885 — « la jouissance exclusive de tous les avantages, de tous les profits qu'une conception littéraire ou artistique peut donner » et devait comprendre, dans sa définition générale, tous les modes de reproduction « que les conventions nouvelles ou d'autres circonstances pourront créer dans l'avenir ». (Discours de M. de Moreau, 18 novembre 1885.)

Le traité qui a pour objet la protection du droit des auteurs peut-il être interprété comme un instrument susceptible de restreindre ceux dont ils jouissent en Belgique par l'application de la loi interne ?

Le principe de l'accession au plein bénéfice de la législation interne est contenu dans l'article premier. Les articles suivants ne font-ils que consacrer le minimum de protection obligatoire et indiquer les conditions de cet octroi ? Ou bien, parce que l'article 3 fixe un délai de traduction plus réduit

que celui de la loi belge, que l'article 6 autorise certaines reproductions, faut-il en conclure que le délai plus étendu, que les reproductions interdites, de par l'article 38 de la loi belge sont désormais licites au regard des auteurs russes; que les auteurs d'œuvres musicales russes ne seront plus protégés contre l'exécution publique, ou les photographes contre la reproduction, que moyennant une mention qui n'est pas exigée en Belgique?

Force est de constater que telle serait bien la situation si on la considérait uniquement en s'attachant à la seule et stricte écriture, à la lettre des clauses du traité : Il faut en rechercher la raison dans ce fait que celui-ci a reproduit les dispositions d'une Convention inspirée sous l'influence d'un autre régime, celui de la loi et de la politique diplomatique françaises.

En ces matières, la Convention française n'a pas consacré le principe si simple de l'application du traitement national.

Sous l'influence de la politique qui établit les traités sur l'équivalence des droits et des concessions, les négociateurs français se sont refusés à appliquer aux auteurs russes le bénéfice d'une législation avancée, tandis que les auteurs français auraient dû se contenter d'une loi restrictive, et c'est ainsi que — en matière du droit de traduction notamment — les auteurs russes jouissent en France d'un traitement spécial qui reste bien en dessous du traitement national.

Mais ici, à côté de la Convention, se trouve le texte de l'article 38 de la loi belge. Or, une loi interne ne peut se trouver modifiée par un traité que si telle a été la volonté des négociateurs. Un traité ne peut avoir d'autre portée dans ce domaine que celui d'un engagement pris par un Etat de ne point appliquer une disposition de sa loi interne dans les rapports avec son co-contractant, et la reconnaissance par celui-ci qu'il n'en pourra réclamer le bénéfice.

On se demandera comment il aurait pu venir à l'esprit du Gouvernement Impérial de consentir, — et, pour nous-mêmes, quelleraison d'ordre économique ou autre nous aurions eue de demander — des mesures consacrant un tel recul à l'occasion d'une Convention dont le préambule relate que les signataires, qui sont « également animés du désir de protéger les sciences, les lettres et les arts, ont résolu d'adopter d'un commun accord les mesures les plus propres à assurer réciproquement, dans les deux Pays, aux auteurs, la protection de leurs droits sur leurs œuvres littéraires ou artistiques. »

En droit international public comme en droit international privé, les conventions doivent s'interpréter de bonne foi et selon la commune intention des parties. Or, à cet égard il paraît que la Russie a bien voulu limiter l'étendue de ce qu'elle accordait, mais non consentir au retrait ou la restriction de ce dont elle bénéficiait déjà comme les autres nations.

La loi belge n'est donc pas modifiée dans les effets de l'article 38 en ce qui concerne les sujets russes.

La seule portée, en ce qui nous concerne, des dispositions moins généreuses de la Convention paraît donc être que la Belgique pourrait, sans violer le traité, modifier l'article 38 de sa loi interne, subordonner le droit des étrangers à réciprocité, les restreindre à concurrence du minimum repris dans les articles 3, 6, 10, 12, etc.

II. — EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} énonce le principe de protection que nous avons précisé au cours de nos observations générales.

Le traité ne définit pas le terme « publication », mais nous pouvons nous référer à cet égard à la définition admise dans la Convention de Berne révisée, puisque la Russie l'a adoptée formellement dans le traité germano-russe.

La publication équivaut à l'édition. Elle n'est pas réalisée par la lecture ou la récitation publique, la représentation, la simple exhibition d'une œuvre ; il faut multiplication de l'œuvre, mise d'exemplaires à la disposition du public.

ART. 2.

La Convention, qui contient une énumération particulièrement détaillée des œuvres devant être admises à la protection dans la limite de la législation interne de chacun des deux pays, ne vise pas expressément les œuvres d'art appliquées à l'industrie. Aux termes de la loi belge, « l'œuvre d'art reproduite par des procédés industriels ou appliqués à l'industrie reste néanmoins soumise aux dispositions de la loi ». (Art. 21, loi de 1886.)

La loi russe, loin de contenir une disposition semblable, permet l'utilisation des parties séparées d'une œuvre d'art dans la confection des produits industriels et manufacturés, ou des ateliers d'artisans. (Art. 56, §4, loi de 1911.)

ART. 5.

Le droit de traduction est limité au minimum prévu par la loi russe et se trouve subordonné à l'obligation d'une mention de réserve de ce droit. L'attention de nos nationaux devra être spécialement retenue sur ce point.

Il a été précisé lors des travaux préparatoires du traité allemand, que la mention obligatoire peut être apposée sur la *feuille* du titre et non pas seulement sur la *page*.

Il est également à remarquer que le délai de protection ne sera jamais de dix années pleines, puisqu'il prend cours le 1^{er} janvier (calculé d'après la date du calendrier julien ou grégorien, suivant le lieu d'édition) de l'année de la publication.

La durée de protection sera différente suivant qu'il s'agira d'œuvres littéraires (dix ou cinq ans), scientifiques (trois ans) ou publiées par livraisons (deux ans).

Par œuvres scientifiques il faut entendre, suivant la définition donnée dans l'exposé du Gouvernement français, « tous ceux qui traitent de matières faisant l'objet de l'enseignement supérieur. La philosophie, l'histoire, le droit, la médecine, la théologie, rentrent dans la catégorie des livres scientifiques ».

En présence de cette définition, il semble que la protection de dix années ne pourra guère être revendiquée que par les auteurs d'œuvres de pure imagination et fantaisie.

ART. 6.

Le texte de l'article 6 de la Convention peut être mis en comparaison comme suit avec celui de l'arrangement allemand et de notre loi belge :

<i>Convention belgo-russe.</i>	<i>Convention germano-russe (étendue aux Français par appli- cation de l'art. 19).</i>	<i>Loi belge du 22 mars 1886.</i>
—	—	—
ART. 6.	ART. 6.	ART. 14.
A l'exception des romans-feuilletons et des nouvelles, les articles de journaux ou de recueils périodiques, publiés dans l'un des deux pays, peuvent être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre pays, à moins que la reproduction n'en ait été expressément interdite.	A l'exception des romans-feuilletons et des nouvelles, les articles de journaux ou de recueils périodiques, publiés dans l'un des deux pays, peuvent être reproduits en original ou en traduction, dans des publications analogues de l'autre pays, à moins que la reproduction n'en ait été expressément interdite. <i>Pour les recueils il suffit que l'interdiction soit faite au nom des auteurs d'une manière générale en tête de chaque numéro.</i>	Tout journal peut reproduire un article d'un autre journal, à la condition d'en indiquer la source, à moins que cet article ne porte la mention spéciale que la reproduction en est interdite.
La protection de la présente Convention ne s'applique pas aux nouvelles du jour ou aux faits-divers qui ont le caractère de simples informations de presse.	(Comme ci-contre.)	

Dans le régime de la Convention belgo-russe la reproduction est autorisée en Russie d'une façon plus étendue que ne l'autorisent la Convention germano-russe et, par voie d'application de l'article 19, les rapports conventionnels actuels franco-russes.

Nos directeurs de *revues* ne sont pas dispensés de l'obligation de munir *chaque article* d'une mention séparée de réserve, et les reproductions pourront être faites même ailleurs que dans des revues ou des journaux russes.

ART. 9 ET 10.

Le droit de représentation ou celui d'exécution peut porter sur des œuvres dramatiques, musicales, ou dramatico-musicales.

S'il s'agit d'une œuvre dramatique, le droit ne subsistera que pendant la durée de protection des traductions (art. 3 de la Convention), à moins qu'il ne s'agisse d'une représentation dans la langue originale.

La Convention est muette en ce qui concerne la partie musicale des œuvres dramatico-musicales. On peut invoquer sans doute l'inséparabilité des deux parties de telles œuvres; mais, d'autre part, on doit considérer que la partie musicale n'est jamais « représentée en traduction ».

La controverse aurait un large champ si nous ne trouvions dans la Convention russo-allemande un élément d'appréciation. Le texte de son article 9 ne vise que les œuvres dramatiques et le texte des œuvres dramatico-musicales.

Quant au droit d'exécution publique des œuvres musicales, il ne peut être réservé — ici encore — que moyennant une mention de réserve *sur chaque exemplaire*.

Ici la Convention belgo-russe contient une modification — la seule au texte du traité franco-russe.

Cette mention ne doit pas être inscrite seulement : le mot *imprimé* a été supprimé sur chaque exemplaire *imprimé*. L'obligation qui nous est imposée porte sur tout exemplaire de l'œuvre. Pour être en rapport avec l'article 48 de la loi russe, ce texte, plus rigoureux que celui de la Convention franco-russe, implique bien l'obligation de réserve sur toute œuvre inédite ou éditée, manuscrite ou publiée.

Nous signalerons cependant que l'article 4 de la loi russe admet à son bénéfice direct tous les auteurs et leurs ayants cause, quels que soient leur nationalité ou le lieu où se trouve l'œuvre en ce qui concerne les œuvres non encore publiées.

ART. 11.

L'article 11 règle la matière particulièrement importante : 1° de la reproduction des œuvres musicales par instruments mécaniques et 2° de leur exécution publique au moyen de ces instruments.

Ces deux droits sont absolument distincts, quelque confusion qui ait parfois été faite à ce sujet.

La *reproduction* par instruments mécaniques consiste dans l'adaptation d'une œuvre sous forme de notes mécaniques de toutes sortes de fabrication à des disques, plaques, cylindres, rouleaux, cartons perforés, etc., servant à des exécutions sonores ultérieures. C'est une édition spéciale qui ne peut être lue qu'à l'aide d'un instrument mécanique.

Lorsque celui-ci intervient et opère son œuvre, il y a exécution, et lorsque celle-ci est publique elle tombe sous l'application de l'article 11 : la qualification « publique » ne s'applique en effet qu'au seul terme « exécution ».

La protection n'est accordée que sauf application des réserves et conditions déterminées à cet égard par la législation interne de chacun des pays.

On remarquera immédiatement que ce texte pose le principe même d'obligation de la protection et ne laisserait le champ ouvert qu'aux réserves et conditions spéciales inscrites dans les législations, et qui peuvent régler l'exercice du droit mais non le supprimer.

Il laisse subsister ou admet la possibilité d'introduire dans les législations internes le système des licences obligatoires, admis par certains pays et qui se trouve consacré par l'article 42, alinéa 2, de la loi russe de 1911 : Aussitôt que l'auteur a publié ou laissé publier l'œuvre sous une forme permettant son exécution par instruments mécaniques, toute tierce personne possédant un établissement sur territoire russe peut réclamer le droit de procéder à une reproduction semblable, et au cas de refus le juge fixe l'indemnité due au compositeur.

La Convention belgo-russe n'accorde aux sujets russes rien que notre

législation ne consacre déjà et n'introduit pas une obligation de protéger des droits que la loi du 22 mai 1886 n'aurait point, déjà pleinement garantis.

La Conférence diplomatique de Berlin, dans son article 13, consacre le droit absolu des auteurs d'autoriser l'adaptation de leurs œuvres à des instruments servant à les reproduire mécaniquement. Ses rédacteurs ont déclaré de la façon la plus formelle que la disposition qui avait été insérée à cet égard dans le protocole de clôture de Berne constituait une règle restrictive du droit des auteurs, devant être limitée aux seuls airs de musique sans paroles.

Lors de l'adoption de la loi belge approbative de la Convention de 1908, il fut formellement constaté dans l'exposé des motifs que celle-ci ne contenait aucune disposition qui allât au delà de ce que notre législation consacre, et cette même affirmation fut renouvelée dans l'échange de notes entre la Belgique et les États-Unis formant la base de la proclamation du 14 juin 1911. La Belgique avait d'ailleurs ratifié sans réserves et dans sa teneur intégrale l'acte de Berlin. Ainsi se trouva repoussée la thèse, qui avait été non point formellement admise mais indiquée, dans un considérant d'un arrêt antérieur du 2 mai 1907 de la Cour de cassation (*Pas.* 1907, I, 181), selon laquelle le législateur belge de 1886 n'aurait point songé à protéger les auteurs contre les adaptations aux instruments mécaniques, ou bien, qu'influencé par le souci des obligations que devait lui imposer la Convention de Berne en élaboration, il n'aurait point disposé sur une matière — que la dite Convention ne devait régler que sur un point spécial et par voie d'exception.

C'est pourquoi, il importe de le constater ici, et à nouveau : la clause de l'article 11 du traité qui nous obligera de protéger les auteurs russes contre les adaptations mécaniques de leurs œuvres, ne nous entraîne en rien à modifier ou à compléter notre législation interne. Elle ne leur accorde rien qu'ils ne soient en droit de réclamer, — de même que les ressortissants de l'Union de Berne, et tous les étrangers, par application de l'article 38 de la loi belge — en vertu de l'article 1^{er} de notre loi de 1886 :

« L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit. »

Il avait fallu que des textes interviennent pour modifier partiellement ce régime de protection absolue, et en suspendre les effets dans certaines relations contractuelles.

Ces textes eux mêmes (traité franco-suisse de 1866 et protocole de clôture de la Convention de Berne n° 3) ont disparu.

AUT. 13.

L'article 13, bien qu'il ne vise expressément que les œuvres littéraires et artistiques, s'applique évidemment aux œuvres scientifiques : l'exposé des motifs de la Convention allemande le déclare expressément.

L'article ne s'applique pas au sujet de la représentation. Est-ce à dire que seuls les films seraient protégés ? S'il en était ainsi, cet article n'aurait guère

de raison d'être puisque ceux-ci pouvaient réclamer déjà le bénéfice de l'article 12. Il faut, pensons-nous, considérer que la projection sur l'écran des images, dont les films constituent une reproduction du cliché original, doit être considérée comme une reproduction au second degré.

ART. 14.

La Convention n'indique point la forme à suivre dans l'inscription des réserves du droit alors qu'elles doivent se manifester par une mention sur les œuvres ou exemplaires d'œuvres à protéger. (Articles de journaux, disques ou cylindres, partitions, phonographes, etc.) Nous pouvons nous en référer à cet égard à l'indication de l'article 14 du traité allemand : Les mentions, noms et prénoms du photographe, etc., peuvent être écrits dans la langue et les caractères du pays d'origine.

ART. 15.

Cette disposition, qui limite la durée de protection à celle dont l'œuvre jouit dans le pays de première publication ou de l'auteur, est conforme à la réserve de l'article 38 de la loi belge.

Il est utile de signaler que les délais de protection accordés par la loi russe de 1911 se prolongent pendant cinquante ans après la mort de l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique. Cependant, il est à noter que ce délai se calcule en Russie à partir du commencement de l'année du décès, tandis que dans d'autres pays il prend cours à la date (Belgique) ou à l'expiration de l'année de la date (Allemagne). L'on a pu constater l'importance de cet élément de calcul dans une circonstance récente : les représentations de *Parsifal*.

Les œuvres photographiques ne sont protégées que dix ans si elles sont publiées isolément, ou vingt-cinq ans si elles sont publiées sous formes de recueils ou de séries. Si elles sont incorporées dans une œuvre littéraire, le délai de protection est celui de l'œuvre principale.

ART. 16.

La Convention parle des « œuvres » licitement publiées. Faut-il entendre ce terme dans le sens de « éditions ». L'œuvre elle-même est-elle protégée contre des *reproductions* nouvelles ?

Le traité germano-russe emploie ce dernier terme « reproductions ».

Le contexte de l'article 17, indique que tel est bien le sens à donner à cette disposition, et c'est ainsi que l'ont entendu les négociateurs du traité franco-russe.

La Convention belgo-russe dont votre Commission vous propose l'adoption, ne réalise assurément pas tous les *desiderata* des littérateurs et des artistes, spécialement en ce qui concerne l'étendue de protection du droit de traduction.

Les considérations à raison desquelles le Gouvernement Impérial n'a pu accorder tout ce qui lui était demandé, et qui retardent l'entrée espérée de la Russie dans l'union de Berne, sont basées la nécessité qu'on a fait valoir

auprès de lui, d'assurer dans une plus large et complète mesure aux nationaux des résultats de la culture artistique, littéraire, scientifique des autres nations. Ce sont elles qui firent, à l'origine, repousser par la Douma le texte confiant au Gouvernement le droit de conclure des conventions littéraires « Les œuvres publiées à l'étranger peuvent être traduites en Russie en russe et en d'autres langues, si le contraire n'est pas stipulé dans les traités conclus avec les Puissances étrangères ». Ce sont elles encore qui amenèrent l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg à condamner de façon absolue l'octroi de tout droit de traduction des œuvres scientifiques étrangères, en vue de la diffusion de la science en Russie.

On comprendra dès lors combien put être malaisée la tâche des négociateurs, et on ne pourrait sans injustice se refuser à tenir grand gré aux autorités russes d'avoir réussi à triompher d'un courant d'opinions qu'un long passé rend particulièrement difficile à remonter.

On sait d'ailleurs que dans les plus hautes sphères gouvernementales, l'on s'était d'ailleurs déjà attaché à rechercher les moyens de fournir quelque compensation aux injustices dont les auteurs se plaignaient : le régime des théâtres impériaux Marie et Michel en a fourni un palpable témoignage.

Il y a donc lieu d'espérer que, lors des renouvellements prévus de la Convention, il sera permis de constater de nouveaux progrès.

Puissions-nous à ce moment traiter au nom de la Belgique et de sa Colonie. A de nombreuses reprises déjà l'on a constaté avec regret que le Congo se trouve dépourvu d'une législation dont les nations les plus arriérées sont dotées.

Le droit d'auteur est consacré à Togo, et au Cameroun; la République de Liberia a adhéré à la Convention de Berne. Le Danemark en a entamé le bénéfice pour les Iles Feroë. La Belgique qui a donné en 1886 l'exemple du progrès en cette matière se trouve dans l'impossibilité actuelle de prendre une telle décision, bien que notre loi du 23 mai 1910 ait par son article 2 préparé les voies à cet égard.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MÉLOT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MEI 1914.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de Overeenkomst, op 31/18 December 1913 gesloten te Petersburg tusschen België en Rusland ter bescherming van werken van letterkunde en kunst (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De onderhavige overeenkomst mag eene gelukkige vernieuwing heeten van de banden tot wederzijdsche aangenomen bescherming, die verbroken werden ten gevolge van de opzegging, op 9/21 December 1885, van het letterkundig verdrag van 18/31 Juli 1862.

Die opzegging werd gedaan enkele dagen vóór die van het Fransch-Russisch verdrag van 6 April 1861.

Gehoor gevende aan de eischen van de vergadering der Russische boekhandelaars, had de Keizerlijke Regeering toen aangenomen dat Rusland, hetwelk meer aanbood dan het vroeg, gansch alleen de gevolgen dier verdragen onderging.

Doch sedert ontstond stilaan een ommekeer in de gemoederen. De Russische boekhandelaars werden er toe gebracht, hetzelfde vast te stellen als de uitgevers in Nederland en als België vóór 1852 : de vrijheid van vertaling is geschikt om den bloei van 's lands letterkunde en de aanmoedigingen voor 's lands schrijvers in den weg te staan, vermits de uitgevers gerechtigd zijn uitgaven in het buitenland te doen nadrukken zonder eenig auteursrecht te betalen (3). En weldra is dit nadrukken een ondergang voor 's lands

(1) Wetsontwerp, n° 227.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Melot, voorzitter, Destrée, Hymans, Standaert, Wauwermans.

(3) Zie het verslag van de heeren Marcel Prevost en A. Capus aan den heer Chaumié, Minister van Openbaar Onderwijs, over hunne zending in Rusland, namens de *Sociétés des auteurs dramatiques en des gens de lettres*, 1905. *Droit d'auteur*, 1903, bl. 83.

boekhandel, vermits deze te kampen heeft tegen eene onbeperkte mededinging.

De Russische schrijvers hadden overigens niet lang moeten zoeken naar de middelen om het nadeel te verhelpen, aan hun zedelijk recht en aan hunne stoffelijke belangen berokkend.

Zoo Tolstoi er in toestemde zijne werken nationaal eigendom te laten worden en ze vrijelijk te laten nadrukken, toch klaagde hij er over, dat zij ontaard en onkenlijk werden gemaakt door grillige vertalingen. Zijne eerste werken werden in 't Russisch terugvertaald naar den tekst van buitenlandsche uitgaven, zoodat men hem dikwijls volstrekt andere gedachten toeschreef.

Daar er geen beschermende wet bestond, zag men ook de Russische schrijvers hunne werken niet meer in Rusland uitgeven. Zóó werd door Gorki, Andreyeff, Cirikoff, Rupin, Korolenko bijgedragen tot de oprichting van de uitgeversfirma Zuanie voor het uitgeven van hunne werken in de landen die tot de overeenkomst van Bern waren toegetreden, ten einde dezer bescherming te kunnen inroepen.

Anderzijds had het gebrek aan internationale bescherming soms tot tegenmaatregelen aanleiding gegeven. Zóó gebeurde het dat aan de erfgenamen van Moussorgsky werden onttrokken de schrijversrechten, ten bedrage van 15,000 frank, van het « Opéra de Paris » ontvangen door de Maatschappij der Tooneelschrijvers bij gelegenheid van de opvoering van *Boris Godounow* in Juni 1908. Door het bestuur dier maatschappij werd beslist, op verslag van den heer de Caillavet, dat de sommen, door haar ontvangen bij gelegenheid van de opvoering van Russische tooneelwerken, zouden gestort worden in de hulp- en pensioenkas der Fransche letterkundigen, « zoolang Rusland tot de overeenkomst van Bern niet zou toetreden ».

Die feiten, alsmede de beweging op touw gezet door eenige edelmoedige mannen, hebben Nederland onlangs er toe gebracht, niet alleen de Nederlandsche wet te wijzigen in den meest vrijen zin, doch tevens toe te treden tot de Internationale Overeenkomst ter bescherming van de letterkundige werken en van de kunstwerken.

Reeds op 15 Juli 1904 had Duitschland bekomen dat in het handelsverdrag zou worden opgenomen eene bepaling, krachtens welke eene Overeenkomst betreffende de letterkundige werken binnen drie jaar zou ingevoerd worden. Eene soortgelijke bepaling werd ten voordeele van Frankrijk opgenomen in het verdrag van 16-29 September 1905.

In 1908, tijdens de Conferentie van Berlijn — Rusland stelde er prijs op, er zich te doen vertegenwoordigen — had Z. E. Boulatzell, namens de Russische afvaardiging, het volgende verklaard : « Rusland drijft steeds meer handel met het buitenland in letterkundige werken, muziek- en kunstwerken, en mijne Regeering acht dat het oogenblik is gekomen, waarop die handel dient te worden geregeld door internationale overeenkomsten. »

Eene eerste overeenkomst werd op 29 November 1911 gesloten met de Regeering der Fransche Republiek.

(1) CLUNET, *J. de droit int. privé*, 1886, bl. 458.

Daarop volgde, op 28 Februari 1913, eene tweede overeenkomst met de Duitsche Regeering.

Het is niet overbodig te doen opmerken dat die overeenkomsten in ruime mate vergemakkelijkt werden door het aannemen van 's Rijks wet van 1911 (1).

I. — ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

VERGELIJKING VAN DE OVEREENKOMST MET DE FRANSCH-RUSSISCHE EN DUITSCH-RUSSISCHE OVEREENKOMSTEN.

Zooals de Toelichting het vaststelt, is de Belgisch-Russische Overeenkomst de herhaling — behalve een enkel woord, waarvan wij de weglating zullen moeten uitleggen — van den tekst der Fransch-Russische Overeenkomst van 1911.

Er dient echter te worden opgemerkt dat deze laatste Overeenkomst, naar luid van haar artikel 19, kon gewijzigd worden uit hoofde van grootere voordeelen of voorrechten, later aan eene andere Mogendheid verleend. Nu, de Russische Regeering heeft op 28 Februari 1913 eene Overeenkomst met Duitschland gesloten en dienvolgens mag Frankrijk het genot van de ingevoerde verbeteringen opeischen.

Dat is niet het geval met België, dat in den toestand zal verkeeren waarin Frankrijk verkeerde vóór 28 Februari 1913; het bepaalde in artikel 19 bedoelt enkel de verbeteringen ingevoerd na den datum waarop de onderhavige Overeenkomst van kracht wordt — dus zes maanden na de uitwisseling van de bekrachtigingsakten, en niet na den datum van de onderteekening der Overeenkomst (art. 20 en 21), zooals daarop gewezen wordt, in eene nota, door den schrijver van de studie over *Le nouveau traité littéraire franco-russe* (2).

Het verschil tusschen beide Overeenkomsten is niet heel groot; de Duitse Overeenkomst verbetert nochtans de regeling ingevoerd door artikel 6 voor de bijdragen in tijdschriften en het is jammer dat wij het voordeel dier verbetering niet konden bekomen. Laten wij hopen dat wij dit voordeel eerlang zullen bekomen, bij toepassing van artikel 19, wanneer de Keizerlijke Regeering, haar schrandere rechtvaardigheidswerk voortzettende, weldra nieuwe verdragen zal gelieven te sluiten met andere landen.

WIE HET VOORDEEL DER OVEREENKOMST GENIET.

De internationale overeenkomsten ter bescherming van de verstandelijke rechten hebben tot nu toe een van deze beide grondslagen aangenomen : de

(1) « Wet op het auteursrecht van 20 Maart 1911, aangenomen door den Keizerlijken Raad en de Keizerlijke Douma en bekrachtigd door de Hoogste Macht. » Verzameling van de Wetten en Bevelschriften der Regeering, n^o 64.

(2) *Droit d'auteur*, 1913, bl. 51.

Vlg. « Exposé du Gouvernement français », dd. 27 Dec. 1911, bl. 3. Verslag van den heer Reinach aan de Kamer der Afgevaardigden, 8 Mei 1912, bl. 7.

nationaliteit der betrokken auteurs ofwel het land waar het werk verscheenen is.

De onderhavige Overeenkomst past beide stelsels te gelijk toe en huldigt dus eene ruimere bescherming dan wanneer Rusland enkel ware toegetreden tot de Internationale Overeenkomst van Berlijn; de Belgische auteurs en ook de in België verschenen werken worden beschermd.

Dat is een onbetwistbaar voordeel voor onze auteurs. Had men de bescherming afhankelijk gesteld van de voorwaarde dat het werk eerst in België moest worden uitgegeven, dan hadden onze Belgische schrijvers, die dikwijls de eerste uitgave of de eerste opvoering van hunne werken aan uitgevers of schouwburgers in Frankrijk toevertrouwen, geen voordeel uit de Overeenkomst kunnen trekken. Dat ware het geval met tal van werken van Verhaeren, Lemonnier, Maeterlinck, Francis de Croisset. Moest, integendeel, de bescherming uitsluitend afhangen van de nationaliteit der schrijvers, dan zouden de Belgische uitgevers beroofd worden van de premie welke zij aan de schrijvers uit alle landen kunnen aanbieden ten gevolge van de eerste uitgave hunner werken in België.

Het aannemen van beide stelsels zal ongetwijfeld aan een Belgischen schrijver toelaten, de bescherming te eischen op grond van verscheidene en verschillende titels: zóó zal een Belg, die zijn werk voor de eerste maal in Frankrijk uitgeeft, het voordeel kunnen opeischen van de Fransch-Russische Overeenkomst, die op denzelfden grondslag berust en, zooals men verder zal zien, voor hem voordeeliger zijn kan.

HOEVERRE DE BESCHERMING STREKT.

Onder de bestaande Belgische wet hebben de vreemdelingen in België aanspraak op al de voordeelen, die aan onze landgenooten zijn toegekend.

Artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 luidt:

« De vreemdelingen genieten in België de rechten, door deze wet gewaarborgd, zonder dat de duur dier rechten voor hen den duur kan overschrijden, welke door de Belgische wet is bepaald. Evenwel, indien die rechten vroeger vervallen in hun land, zullen zij op hetzelfde oogenblik ophouden in België. »

Wij behoeven dus niets meer te verleenen aan de vreemdelingen dan wat wij hun reeds hebben toegestaan en de onderhavige Overeenkomst legt ons bijgevolg geen nieuwen last hoegenaamd op. Zij is de vergelding van het offer, dat wij in 1886 brachten ter wille van de beginselen van gerechtigheid en van de eerbiediging van het billijkste aller eigendomsrechten.

En iedereen weet dat geen enkele wet aan de auteurs meer uitgebreide rechten toekent dan de Belgische wet, waarvan artikel 1 in zulke ruime bewoordingen luidt dat het, zooals de Middenafdeeling van 1885 vaststelde, « het uitsluitend genot huldigt van al de voordeelen, van al de profijten, welke een letterkundig of een kunstgevocht kan verschaffen », en in zijne algemeene bepaling moest omvatten elke wijze van nadruk, « welke de

nieuwe overeenkomsten of andere omstandigheden in de toekomst kunnen invoeren ». (Redevoering van den heer de Moreau, 18 November 1883.)

Kan het verdrag, dat ten doel heeft het auteursrecht te beschermen, uitgelegd worden als een middel geschikt om de rechten te beperken, welke de auteurs in België genieten krachtens de inlandsche wet?

Het beginsel van de toelating tot het volle genot van al de voordeelen der inlandsche wet ligt besloten in het eerste artikel. Worden enkel het minimum van verplichte bescherming en de voorwaarden van het toekennen daarvan aangewezen in de volgende artikelen? Of moet men, omdat artikel 3 een korteren termijn voor de vertaling bepaalt dan de termijnen voorzien in de Belgische wet, omdat artikel 6 sommige nadrukken toelaat, daaruit besluiten dat de langere termijn, dat het verboden nadrukken, krachtens artikel 38 der Belgische wet, voortaan toegelaten zijn ten opzichte van de Russische schrijvers; dat voortaan de scheppers van Russische muzikale werken tegen de openbare uitvoering of de photographen tegen de namaking slechts zullen beschermd zijn mits eene vermelding die niet geëischt wordt in België?

Wij moeten wel vaststellen dat zulks inderdaad de toestand zou zijn, indien men daarover alleen oordeelde naar de letter, naar de strenge bewoordingen der bedingen van het verdrag : De reden daarvan ligt hierin, dat in dit verdrag zijn overgenomen de bepalingen van eene Overeenkomst ontstaan onder den invloed van eene andere regeling, namelijk die der Fransche wet en der Fransche diplomatische politiek.

Op dat gebied heeft de Fransche Overeenkomst het zoo eenvoudig beginsel der toepassing van de behandeling der inlanders niet gehuldigd.

Ten gevolge van de politiek die de verdragen vestigt op de gelijkheid der rechten en der toegevingen, hebben de Fransche onderhandelaars geweigerd, het voordeel eener vooruitstrevende wet op de Russische auteurs toe te passen, terwijl de Fransche auteurs hadden moeten tevreden zijn met eene beperkende wet, en zóó komt het dat — onder andere, voor het vertaalrecht — voor de Russische schrijvers in Frankrijk eene bijzondere behandeling geldt, die verre beneden de behandeling der inlanders staat.

Doch hier staat, naast de Overeenkomst, de tekst van artikel 38 der Belgische wet. Nu, eene inlandsche wet kan door een verdrag alleen dan gewijzigd worden wanneer de onderhandelaars het in het verdrag zoo bepaalden. Een verdrag kan op dergelijk gebied geen andere beteekenis hebben dan die eener verbintenis, door eenen Staat aangegaan om eene bepaling zijner inlandsche wet niet toe te passen op de betrekkingen met zijn medeverdragsluiters, en de erkenning door dezen laatste dat hij het voordeel dier bepaling niet zal mogen eischen.

Om welke reden nu zou het in de gedachte van de Keizerlijke Regeering gekomen zijn er in toe te stemmen, en om welke reden van economischen of elk anderen aard zouden wij zelf gevraagd hebben dat maatregelen worden ingevoerd die zulken stap achteruit zouden bevestigen naar aanleiding van eene Overeenkomst, waarvan de inleiding getuigt dat de onderteekenaars, «gelijkelijk bezield met den wensch om de letteren, kunsten en wetenschappen te beschermen, hebben besloten in gemeen overleg doelmatige

schikkingen te treffen om wederzijds, in beide landen, de rechten van de auteurs op hunne letterkundige werken en kunstwerken te beschermen ».

Op het gebied van het internationaal publiekrecht evenals op het gebied van het internationaal privaatrecht moeten de overeenkomsten te goeder trouw en naar de gemeene bedoeling der partijen verklaard worden. Welnu, hier blijkt dat Rusland de uitgebreidheid van wat zij toestond wel wilde beperken, doch niet wilde toestemmen in de intrekking of in de beperking van wat dat land reeds genoot evenals de overige landen.

De Belgische wet is dus niet gewijzigd, wat aangaat de uitwerking van artikel 58 ten aanzien van de Russische onderdanen.

De enige beteekenis, voor ons, van de minder edelmoedige bepalingen der Overeenkomst schijnt dus deze te zijn : België zou bevoegd zijn om, zonder het verdrag te schenden, artikel 58 zijner inlandsche wet te veranderen, om het recht der vreemdelingen afhankelijk te stellen van de wederkeerigheid en het te beperken tot het minimum voorzien in de artikelen 3, 6, 10, 12, enz.

II. — ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 vestigt het beginsel van bescherming, dat wij bij onze algemeene beschouwingen nader bepaald hebben.

Het verdrag behelst geen bepaling van de uitdrukking « openbaar maken », maar wij kunnen hieromtrent berusten in de bepaling voorkomende in de herziene Overeenkomst van Bern, vermits Rusland ze stellig heeft aangenomen in het Duitsch-Russisch verdrag.

De openbaarmaking staat gelijk met de uitgave. Er is geen openbaarmaking, wanneer men een werk in 't openbaar voorleest of voordraagt, opvoert of eenvoudig vertoont; er moet verveelvoudiging zijn, tekoopstelling van exemplaren voor het publiek.

ART. 2.

De Overeenkomst, waarin voorkomt éene omstandige opsomming van de werken die moeten beschermd worden binnen de grenzen van de inlandsche wet van elk van beide landen, spreekt niet uitdrukkelijk van de fabriekmatig gemaakte kunstwerken. Naar luid van de Belgische wet, « blijft een kunstwerk, fabriekmatig of als nijverheidsproduct verveelvoudigd, niettemin onderworpen aan de bepalingen der wet ». (Art. 21, wet van 1886.)

Verre van soortgelijke bepaling te behelzen, laat de Russische wet toe dat afzonderlijke gedeelten van een kunstwerk benuttigd worden bij het vervaardigen van nijverheids- en fabrieks voortbrengselen of van voorwerpen uit de werkplaatsen van ambachtslieden. (Art. 56, § 4, wet van 1911.)

ART. 3.

Het vertaalrecht is beperkt tot het minimum, door de Russische wet voorzien, en is tevens afhankelijk gesteld van de vermelding, dat dit recht wordt

voorbehouden. De aandacht onzer landgenooten dient voornamelijk op dat punt te worden gevestigd.

Bij de voorbereiding van het Duitsch verdrag werd duidelijk bepaald dat bedoelde verplichte vermelding mag voorkomen op het titel-*blad* en niet alleen op de titel-*bladzijde*.

Er dient insgelijks te worden opgemerkt dat de beschermingstermijn nooit tien volle jaren zal bedragen, vermits hij aanvangt op 1 Januari (berekend naar den Juliaanschen of Gregoriaanschen kalender volgens het land der uitgave) van het jaar der openbaarmaking.

De beschermingstermijn verschilt naar gelang het geldt letterkundige werken (tien of vijf jaar), wetenschappelijke werken (drie jaar) of werken verschijnende bij afleveringen (twee jaar).

Door wetenschappelijke werken behoeft men te verstaan, volgens de bepaling vervat in de Toelichting van de Fransche Regeering, « alle werken die handelen over vakken welke het voorwerp van het hooger onderwijs uitmaken. De wijsbegeerte, de geschiedenis, het recht, de geneeskunde, de godgeleerdheid behooren tot de klasse van de wetenschappelijke boeken ».

Ten aanzien van die bepaling komt het voor, dat de bescherming gedurende tien jaar weinig of niet zal kunnen ingeroepen worden, tenzij door de scheppers van louter ingebeeldde of verdichte werken.

ART. 6.

De tekst van artikel 6 der Overeenkomst kan als volgt vergeleken worden met den tekst der Deutsche Overeenkomst en met dien onzer Belgische wet :

<i>Belgisch-Russische Overeenkomst.</i>	<i>Duitsch-Russische Overeenkomst</i> (uitgebreid tot de Franschen, bij toepassing van artikel 19).	Belgische wet van 22 Maart 1886.
---	---	----------------------------------

ART. 6.

De artikelen verschenen in dagbladen of tijdschriften van een der beide landen, met uitzondering van de als mengelwerk geplaatste romans en de novellen, mogen, in den oorspronkelijken vorm of vertaald, in het andere land worden overgenomen, tenware de overneming er van uitdrukkelijk verboden werd.

De bescherming van deze Overeenkomst is niet van toepassing op de nieuwstijdingen of op de gemengde berichten, die het karakter dragen van eenvoudige nieuwsbladinsluchtingen.

ART. 6.

De artikelen verschenen in dagbladen of tijdschriften van een der beide landen, met uitzondering van de als mengelwerk geplaatste romans en de novellen, mogen, in den oorspronkelijken vorm of vertaald, in soortgelijke uitgaven van het andere land worden overgenomen, tenware de overneming er van uitdrukkelijk verboden werd.

Voor de tijdschriften volstaat het dat het verbod namens de schrijvers gedaan worde op algemeene wijze bovenaan ieder nummer.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

Alle bladen mogen een artikel uit een ander blad overnemen, mits zij de herkomst ervan aanduiden, tenware bedoeld artikel de bijzondere melding draagt dat het overnemen ervan verboden is.

Volgens de regeling, bepaald door de Belgisch-Russische Overeenkomst, is

het overnemen in ruimere mate toegelaten in Rusland dan het toegelaten is door de Duitsch-Russische Overeenkomst, evenals, bij toepassing van artikel 19, door de bestaande Fransch-Russische Overeenkomst.

Onze bestuurders van *tijdschriften* zijn niet ontslagen van de verplichting, bij *ieder artikel* het voorbehoud afzonderlijk te vermelden, en men mag de bijdragen zelfs elders overnemen dan in Russische tijdschriften of bladen.

ART. 9 EN 10.

Het opvoeringsrecht of het uitvoeringsrecht kan tooneelwerken, muziekwerken of dramatisch-muzikale werken betreffen.

Voor een tooneelwerk zal het recht slechts bestaan tijdens den duur van de bescherming van het vertaalrecht (art. 3 der Overeenkomst), tenware de opvoering in de oorspronkelijke taal plaats heeft.

De Overeenkomst zegt niets betreffende het muzikaal gedeelte der dramatisch-muzikale werken. Men mag ongetwijfeld inroepen dat beide gedeelten van soortgelijke werken onafscheidbaar zijn; doch anderzijds moet men in acht nemen dat het muzikaal gedeelte nooit « als vertaling wordt uitgevoerd ».

Hierover zou men ruim kunnen redewitsten, indien de Duitsch-Russische Overeenkomst hieromtrent geen opheldering gaf. De tekst van artikel 9 dier Overeenkomst bedoelt enkel de tooneelwerken en den tekst der dramatisch-muzikale werken.

Het recht om de muziekwerken in 't openbaar uit te voeren, kan — ook hier — alleen dan voorbehouden worden, wanneer het voorbehoud vermeld is op *elk exemplaar*.

Hier behelst de Belgisch-Russische Overeenkomst eene wijziging — de eenige in den tekst der Fransch-Russische Overeenkomst.

Die vermelding moet niet alleen op elk *gedrukt* exemplaar voorkomen: het woord « *gedrukt* » werd weggelaten. De verplichting, die ons is opgelegd, geldt voor elk exemplaar van het werk. Om te strooken met artikel 48 der Russische wet, brengt die tekst, welke strenger is dan die der Fransch-Russische Overeenkomst, wel bepaald de verplichting mede, het voorbehoud te vermelden op elk onuitgegeven of uitgegeven, geschreven of openbaar gemaakt werk.

Wij wijzen nochtans op het feit dat, krachtens artikel 4 der Russische wet, het voordeel daarvan rechtstreeks wordt toegekend aan alle schrijvers en dezer rechthebbenden, tot welk land zij ook behooren of waar het werk zich ook bevindt, wanneer het werken betreft, die nog niet openbaar werden gemaakt.

ART. 11.

Artikel 11 regelt deze twee uiterst belangrijke punten: 1^o het overnemen van muziekwerken door mechanische speeltuigen en 2^o de openbare uitvoering daarvan door middel van die speeltuigen.

Het geldt hier twee volstrekt onderscheidene rechten, alhoewel ze soms verward werden.

Het *overnemen* door mechanische speeltuigen bestaat in het vertolken van een werk door middel van mechanische noten van allerhande fabricatie, op schijven, platen, cylinders, rollen, doorboorde kartons, enz., dienende tot latere luidruchtige uitvoeringen. 't Is eene bijzondere uitgave, die slechts door middel van een mechanisch speeltuig kan gelezen worden.

Wanneer gebruik wordt gemaakt van dat speeltuig en wanneer het werkt, bestaat er uitvoering, en, zoo deze in 't openbaar geschiedt, valt zij onder de toepassing van artikel 11 : het woord « openbaar » geldt immers alleen voor het woord « uitvoering ».

De bescherming wordt slechts verleend mits toepassing van de voorbehoudingen en voorwaarden, hieromtrent bepaald door de inlandsche wet van beide landen.

Dadelijk stelt men vast dat die tekst het beginsel zelf der verplichte bescherming vestigt en enkel de mogelijkheid voorziet van de voorbehoudingen en bijzondere voorwaarden, die in de inlandsche wetten voorkomen en de uitoefening van het recht kunnen regelen, doch het niet kunnen afschaffen.

Krachtens dien tekst blijft de mogelijkheid bestaan of wordt de mogelijkheid aangenomen, het stelsel der verplichte toelatingen in de inlandsche wetten op te nemen, zooals dit door sommige landen werd gehuldigd en door artikel 42, tweede lid, der Russische wet van 1911 is bevestigd : « Zoodra een toonzetter zijn werk openbaar heeft gemaakt of laten maken op eene wijze die de uitvoering ervan door de mechanische speeltuigen mogelijk maakt, mag iedereen, die op Russisch grondgebied is gevestigd, het recht eischen om tot soortgelijke uitvoering over te gaan, en, wordt dit geweigerd, dan bepaalt de rechter de vergoeding welke aan den toonzetter verschuldigd is. »

Al wat de Belgisch-Russische Overeenkomst verleent aan de Russische onderdanen, is reeds door onze inlandsche wet gehuldigd ; zij voert geen verplichte bescherming van rechten in, welke onze wet van 22 Mei 1886 niet reeds volkomen vrijwaarde.

De Diplomatische Conferentie van Berlijn huldigt, bij artikel 13, het volstrekt recht der toonzetters om hunne werken aan te brengen op speeltuigen, waardoor zij mechanisch uitgevoerd worden. De opstellers van dien tekst hebben op de meest nadrukkelijke wijze verklaard dat de bepaling, dienaangaande opgenomen in het slotprotocol van Bern, eene beperking van het auteursrecht was, welke uitsluitend mocht gelden voor de deunen zonder woorden.

Bij de aanneming van de Belgische wet tot goedkeuring der Overeenkomst van 1908 werd, in de Memorie van Toelichting, uitdrukkelijk vastgesteld dat die Overeenkomst geen enkele bepaling behelsde, welke verder strekte dan wat onze wet reeds huldigt, en diezelfde bevestiging werd herhaald in de nota's, die tusschen België en de Vereenigde Staten werden gewisseld en waarop de plechtige verklaring van 14 Juni 1911 steunt. België had overigens de Akte van Berlijn zonder voorbehoud en den ganschen inhoud

daarvan bekrachtigd. Aldus werd van de hand gewezen de stelling, die wel niet bepaald aangenomen, doch geopperd werd in eene der overwegingen van een vroeger arrest van 2 Mei 1907 van het Verbrekingshof (*Pas.* 1907, I, 181); volgens die stelling zou de Belgische wetgever van 1886 er niet aan gedacht hebben, de toonzetters te beschermen tegen het overnemen der werken op mechanische speeltuigen, ofwel zou hij, met het oog op de verplichtingen die hem mochten opgelegd worden door de Overeenkomst van Bern, welke men voorbereidde, geen bepalingen ingevoerd hebben betreffende eene zaak welke bedoelde Overeenkomst slechts moest regelen voor een bijzonder punt en bij wijze uitzondering.

Daarom dient hier andermaal te worden vastgesteld dat de bepaling van artikel 11 van het verdrag, hetwelk ons zal verplichten de Russische toonzetters te beschermen tegen de overneming van hunne werken op mechanische speeltuigen, hoegenaamd niet ten gevolge heeft dat wij onze inlandsche wet behoeven te veranderen of aan te vullen. Die bepaling schenkt hun niets dat zij niet reeds gerechtigd zijn te eischen — evenals de ingezetenen van de landen, die tot de Unie van Bern zijn toegetreden, en evenals alle vreemdelingen bij toepassing van artikel 38 der Belgische wet — naar luid van artikel 1 onzer wet van 1886 :

« De schepper van een letterkundig werk of van een kunstwerk bezit alleen het recht het te verveelvoudigen of de verveelvoudiging ervan toe te laten op welke wijze of in welken vorm ook. »

Er waren teksten noodig om dat stelsel van onbeperkte bescherming gedeeltelijk te wijzigen en de gevolgen ervan in sommige internationale overeenkomsten te schorsen.

Die teksten zelf (Fransch-Zwitsersch verdrag van 1866 en slotprotocol der Overeenkomst van Bern, n^o 3) zijn weggefallen.

ART. 13.

Alhoewel het uitdrukkelijk spreekt alleen van « werken van letterkunde en kunst », bedoelt artikel 13 ongetwijfeld ook de wetenschappelijke werken : de Memorie van Toelichting der Duitsch-Russische Overeenkomst verklaart het uitdrukkelijk.

Het artikel zegt niets betreffende de opvoering. Volgt daaruit dat alleen de films zouden beschermd zijn? Ware het zoo, dan zou dat artikel weinig of geen reden van bestaan hebben, vermits de films reeds het voordeel van artikel 12 mochten invoeren. Men behoeft, dunkt ons, in acht te nemen dat het overbrengen, op het lichtdoek, van de beelden der films, die eene verveelvoudiging van de oorspronkelijke afbeelding zijn, moet beschouwd worden als eene tweedehandsche verveelvoudiging.

ART. 14.

De Overeenkomst zegt niet in welken vorm de inschrijving van het voorbehoud van het recht moet geschieden, alhoewel dit moet uitgedrukt worden door eene vermelding op de te beschermen werken of exemplaren

der te beschermen werken (dagbladartikelen, schijven of cylinders, partituren, phonografen, enz.) Wij mogen dienaangaande steunen op de aanwijzing van artikel 14 der Duitsch-Russische Overeenkomst : De vermeldingen, namen en voornamen van den photograaf, enz., mogen geschreven worden in de taal en met de letter van het land van herkomst.

ART. 15.

Deze bepaling, waarbij de beschermingstijd beperkt wordt tot den duur, aan het werk toegekend in het land waartoe de maker behoort of waar het werk voor het eerst werd openbaar gemaakt, strookt met het voorbehoud van artikel 58 der Belgische wet.

Het is nuttig te doen opmerken dat de beschermingstijd, door de Russische wet van 1911 verleend, vijftig jaar voortduurt na het afsterven van den auteur van een letterkundig werk of kunstwerk. Er dient evenwel in acht te worden genomen dat die termijn in Rusland wordt geteld vanaf den aanvang van het overlijdensjaar, terwijl hij in andere landen een aanvang neemt op den sterfdag (België) of bij het verstrijken van het overlijdensjaar (Duitschland). Dat verschil van berekening kan soms heel gewichtig zijn, zooals onlangs bleek bij de opvoeringen van *Parsifal*.

De fotografische werken worden enkel gedurende tien jaar beschermd, indien ze afzonderlijk uitgegeven worden, of gedurende vijf en twintig jaar indien ze in verzamelingen of in reeksen worden uitgegeven. Maken zij deel uit van een letterkundig werk, dan is de beschermingstijd dezelfde als die van het letterkundig werk.

ART. 17.

De Overeenkomst spreekt van de « werken », die op geoorloofde wijze werden uitgegeven. Moet dat woord verstaan worden in den zin van « uitgaven »? Is het werk zelf beschermd tegen *nadruk*?

In de Duitsch-Russische Overeenkomst komt dit laatste woord « nadruk » voor.

Uit den samenhang van den tekst van artikel 17 blijkt dat die bepaling wel zeker dien zin heeft, en zóó werd het ook verstaan door hen, die de Fransch-Russische Overeenkomst voorbereidden.

De Belgisch-Russische Overeenkomst, welke uwe Commissie u voorstelt goed te keuren, beantwoordt voorwaar niet aan al de wenschen der letterkundigen en kunstenaars, vooral met het oog op den beschermingstijd voor het vertaalrecht.

De beschouwingen, die de Keizerlijke Regeering hebben belet alles toe te staan wat haar gevraagd werd, en die het verlangde toetreden van Rusland tot de Unie van Bern nog verdagen, berusten op de noodwendigheid, welke men bij haar deed gelden, om de Russische onderdanen eerst in ruimere en vollediger mate hetzelfde peil van ontwikkeling te doen bereiken als de overige natiën op het gebied van kunst, letterkunde en wetenschap. Op

grond van die beschouwingen verwierp de Douma eerst den tekst, waarbij aan de Regeering het recht werd toegekend om letterkundige verdragen te sluiten : « De werken, in het buitenland verschenen, mogen in Rusland vertaald worden in het Russisch of in andere talen, indien het tegenovergestelde niet bepaald is in de met de vreemde mogendheden gesloten verdragen ». Ook op grond van die beschouwingen werd de Academie van Wetenschappen te Sint-Petersburg er toe gebracht, zich op volstrekte wijze te verklaren tegen de toekenning van elk recht van vertaling der buitenlandsche wetenschappelijke werken, en wel met het oog op het verspreiden van de wetenschap in Rusland.

Het is bijgevolg begrijpelijk hoe lastig de taak der onderhandelaars zijn moest, en het ware onrechtvaardig te weigeren hulde te brengen aan de Russische overheden, omdat zij er in slaagden eene strooming der openbare meening te overwinnen, waartegen het wegens de eeuwenoude overleveringen uiterst lastig was op te werken.

Het is overigens gekend dat men er zich in de hoogere regeeringssferen reeds op toegelegd had, de middelen te vinden om eenige vergoeding te schenken voor de ongerechtigheden waarover de schrijvers zich beklagden : de handelwijze der Keizerlijke Schouwburgen Maria en Michiel leverde daarvan een sprekend bewijs.

Wij mogen derhalve hopen dat wij, bij de latere vernieuwing van de Overeenkomst, nieuwen vooruitgang zullen kunnen vaststellen.

Mochten wij dan onderhandelen namens België en dezès Kolonie! Herhaaldelijk reeds stelde men met spijt vast dat Congo nog altijd eene wet mist, welke in de meest verachterde landen reeds bestaat.

Het auteursrecht bestaat te Togo en in Kameroen; de Republiek Liberia is tot de Overeenkomst van Bern toegetreden. Denemarken heeft het voordeel der wet ingevoerd voor de Feroë-eilanden. België, dat in 1886 het voorbeeld van den vooruitgang op dat gebied gaf, kan thans onmogelijk soortgelijke beslissing nemen, ofschoon onze wet van 23 Mei 1910, bij artikel 2, den weg daartoe heeft gebaand.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

A. MÉLOT.

